

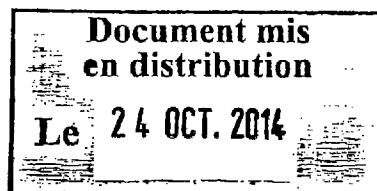
**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Commission de l'économie, des finances,
du budget et de la fonction publique

Papeete, le 24 OCT. 2014

N° 141-2014

RAPPORT



relatif à un projet de délibération portant modification n° 4 de la délibération n° 2013-122 APF du 4 décembre 2013 approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2014,

présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique,

par Mesdames les représentantes Dylma ARO et Gilda VAIHO-FAATOA

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 5867/PR du 15 octobre 2014, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de délibération portant modification n° 4 de la délibération n° 2013-122 APF du 4 décembre 2013 approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2014.

Le projet de délibération soumis à notre approbation a pour objet d'augmenter les budgets du fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (*F.E.L.P.*), du fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (*F.I.P.T.H.*), du compte d'aide aux victimes de calamités (*C.A.V.C.*) et du fonds pour le développement du tourisme de croisière (*F.D.T.C.*).

S'agissant du *F.E.L.P.*, il est rappelé au préalable que ce fonds a été créé par délibération n° 2013-58 APF du 13 juillet 2013 pour favoriser l'accès à l'emploi et soutenir les familles en situation de pauvreté. Il permet également d'assurer le financement du régime de solidarité de la Polynésie française (*RSPF*) et des dispositifs d'aides gérés par le SEFI dont notamment le dispositif des contrats d'accès à l'emploi (*CAE*).

Initialement fixé à 2 400, l'objectif de lancement des contrats d'accès à l'emploi est relevé à 3 000 conventions. Il est utile de souligner en effet que depuis le 1^{er} janvier 2014, 2991 personnes ont ou vont bénéficier du dispositif CAE. Parmi ces bénéficiaires, 248 devraient démarrer leur contrat durant les mois de novembre et décembre 2014. Sur ces 2991 CAE, 155 ont fait l'objet d'une résiliation pour des causes diverses (*démission du stagiaire, à la demande de l'organisme, résiliation par le SEFI*).

Le financement de cette mesure nécessite un complément de 150 millions de F CFP pour l'enveloppe dédiée aux aides à l'emploi du *F.E.L.P.*, sachant que le montant de cette enveloppe a été fixé dans le budget primitif 2014 à 3,250 milliards de F CFP et qu'il n'a pas été modifié par collectif budgétaire. La mise en place de ces crédits est financée par un versement du budget général.

Pour ce qui concerne le *F.I.P.T.H.*, des titres de recettes émis lors des exercices antérieurs doivent être annulés. L'inscription de ces 70 millions de F CFP est financée par prélèvement sur les réserves du compte.

Au titre du C.A.V.C., l'inscription de 323 millions de F CFP de crédits supplémentaires en section d'investissement, financée par autofinancement, permettra notamment au Pays de poursuivre les travaux de la rivière Taharu'u. L'augmentation de ces crédits entraîne une augmentation de l'AP 29.2010 « Réparation des berges et du littoral à Tahiti, secteur Ouest – IDV (cyclone Oli) » de 14 millions de F CFP supplémentaires.

Enfin, l'opération d'équipements et aménagements touristiques du F.D.T.C. nécessite d'être augmentée de 21 millions de F CFP en autorisation de programme et de 5 millions de F CFP en crédits de paiement. Financée par un redéploiement de crédits de la section de fonctionnement, cette opération permettra d'engager divers travaux d'aménagement pour croisiéristes, dont la construction d'un abri à Vaitape.

*
* *

Tel est l'objet du projet de délibération ci-joint que les rapporteurs proposent à leurs collègues de l'assemblée de la Polynésie française, au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique, d'adopter.

LES RAPPORTEURS

Dylma ARO

Gilda VAIHO-FAATOA

**ASSEMBLÉE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR : DBF1402004DL

DÉLIBÉRATION N° 2014-115/APF

DU 30 OCTOBRE 2014

portant modification n° 4 de la délibération
n° 2013-122 APF du 4 décembre 2013 approuvant
les budgets des comptes spéciaux pour
l'exercice 2014

L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2013-122 APF du 4 décembre 2013 modifiée approuvant les budgets des comptes spéciaux pour l'exercice 2014 ;

Vu l'arrêté n° 1404 CM du 15 octobre 2014 soumettant un projet de délibération à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu la lettre n° 3270/2014/APF/SG du 21 octobre 2014 portant convocation en séance des représentants à l'assemblée de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 141-2014 du 24 octobre 2014 de la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique ;

Dans sa séance du 30 octobre 2014 ;

A D O P T E :

Article 1^{er}.- Pour l'année 2014, les recettes ordinaires du budget du fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (FELP) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
967 02		EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE		
	778	Autres produits exceptionnels	150 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 967	150 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	150 000 000	

Article 2.- Pour l'année 2014, les dépenses ordinaires du budget du fonds pour l'emploi et la lutte contre la pauvreté (FELP) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
967 02		EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE		
	652	Aides à caractère économique	150 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 967	150 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	150 000 000	

Article 3.- Pour l'année 2014, les recettes ordinaires du budget du fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (FIPTH) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
991 03		OPÉRATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES		
	002	Résultat de fonctionnement reporté	70 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 991	70 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	70 000 000	

Article 4.- Pour l'année 2014, les dépenses ordinaires du budget du fonds pour l'insertion professionnelle des travailleurs handicapés (FIPTH) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
967 02		EMPLOI ET INSERTION PROFESSIONNELLE		
	673	Titres annulés	70 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 967	70 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	70 000 000	

Article 5.- Pour 2014, les recettes ordinaires du budget du compte d'aide aux victimes des calamités (CAVC) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
991 03		OPÉRATIONS DIVERSES OU EXCEPTIONNELLES		
	002	Résultat de fonctionnement reporté	323 973 418	
		TOTAL CHAPITRE 991	323 973 418	
		TOTAL GÉNÉRAL	323 973 418	

Article 6.- Pour 2014, les dépenses ordinaires du budget du compte d'aide aux victimes des calamités (CAVC) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
991 02		AUTOFINANCEMENT NET		
	023	Virement à la section d'investissement	323 973 418	
		TOTAL CHAPITRE 991	323 973 418	
		TOTAL GÉNÉRAL	323 973 418	

Article 7.- Pour 2014, les recettes extraordinaires du budget du compte d'aide aux victimes des calamités (CAVC) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
951 02		AUTOFINANCEMENT NET		
	021	Virement de la section de fonctionnement	323 973 418	
		TOTAL CHAPITRE 951	323 973 418	
		TOTAL GÉNÉRAL	323 973 418	

Article 8.- Pour 2014, les autorisations de programme votées au budget du compte d'aide aux victimes des calamités (CAVC) sont modifiées comme suit :

CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
914		RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS		
	29.2010	Réparation des berges et du littoral à Tahiti, secteur Ouest - IDV (cyclone Oli)	14 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 914	14 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	14 000 000	

Article 9.- Pour 2014, les crédits de paiement votés au titre des dépenses en capital du budget du compte d'aide aux victimes des calamités (CAVC) sont modifiés comme suit :

CHAP		LIBELLÉ	EN +	EN -
914		RÉSEAUX ET ÉQUIPEMENTS STRUCTURANTS	323 973 418	
		TOTAL CHAPITRE 914	323 973 418	
		TOTAL GÉNÉRAL	323 973 418	

Article 10.- Pour l'année 2014, les dépenses ordinaires du budget du fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
964 01		ÉQUIPEMENTS ET AMÉNAGEMENTS TOURISTIQUES		
	628	Divers - Autres services extérieurs		5 000 000
		TOTAL CHAPITRE 964		5 000 000
991 02		AUTOFINANCEMENT NET		
	023	Virement à la section d'investissement	5 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 991	5 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	5 000 000	5 000 000

Article 11.- Pour 2014, les recettes extraordinaires du budget du fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) sont modifiées comme suit :

S-CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
951 02		AUTOFINANCEMENT NET		
	021	Virement de la section de fonctionnement	5 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 951	5 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	5 000 000	

Article 12.- Pour 2014, les autorisations de programme votées au budget du fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) sont modifiées comme suit :

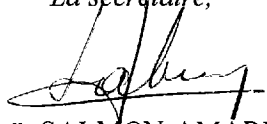
CHAP	ART	LIBELLÉ	EN +	EN -
904		TOURISME		
	1.2012	Équipements et aménagements touristiques	21 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 904	21 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	21 000 000	

Article 13.- Pour 2014, les crédits de paiement votés au titre des dépenses en capital du budget du fonds pour le développement du tourisme de croisière (FDTC) sont modifiés comme suit :

CHAP		LIBELLÉ	EN +	EN -
904		TOURISME	5 000 000	
		TOTAL CHAPITRE 904	5 000 000	
		TOTAL GÉNÉRAL	5 000 000	

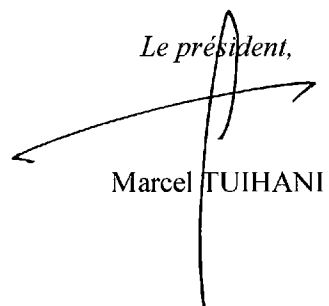
Article 14.- Le Président de la Polynésie française est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

La secrétaire,



Loïs SALMON-AMARU

Le président,



Marcel TUIHANI